



N^o. XII.
RÉVOLUTIONS
DE PARIS,
DÉDIÉES A LA NATION

ET au district des Petits-Augustins ; avec une suite des papiers de la Bastille, & le résultat de l'assemblée nationale ; nouvelles de province & autres pieces, avec gravures analogues aux circonstances.

Les grands ne nous paroissent grands,
Que parce que nous sommes à genoux....
.... Levons-nous

N. B. La livraison de l'Introduction que nous avons promis *gratis* à nos abonnés, n'est retardée que par une gravure que nous avons dessein de mettre en tête.

Détails du Samedi 26 septembre 1789.

LE plus redoutable & le plus puissant de tous les genres de despotisme, c'est celui qui rend un peuple esclave volontaire, & qui fait lui faire aimer ses fers. Le despotisme violent porte avec lui le germe de sa destruction : l'indignation profonde & continuelle qu'il fait naître au sein de chaque individu, forme, dès le premier moment de fermentation, une explosion terrible qui brise toutes les entraves, toutes les chaînes, toutes les barrières.

Mais le despote adroit qui pose le joug, d'une main légère, sur la tête d'un peuple, qui cache sous des fleurs le sceptre de fer avec lequel il le

N^o. XII.

** A

gouverne , peut se promettre un regne sans fin ; parce que ce peuple est avili , sans qu'il s'en doute , & subjugué sans qu'il s'en inquiète.

Il n'est rien d'un si haut prix que l'homme , disoit le prince d'Orange , & cependant on peut l'acquérir par un coup de chapeau.

Voilà tout l'art , tout le secret des despotes , des aristocrates , des ambitieux qui n'ont rien à espérer & qui ont tout à craindre de la force ; ils flattent , ils séduisent , ils acquièrent les hommes qu'ils ne peuvent asservir.

C'est ce moyen perfide qu'on a employé contre quelques-uns de nos députés à l'assemblée nationale , pour leur faire quitter l'étendard de la patrie , & pour tourner contre la cause du peuple la foudroyante énergie qu'ils avoient déployée en sa faveur.

C'est par ce moyen perfide que les représentans de la commune sont devenus les oppresseurs de la commune & les fauteurs d'un nouveau système d'aristocratie que nous découvrirons aux yeux des citoyens les moyens clairvoyans.

C'est par ce moyen perfide qu'on voudroit faire entrer la garde nationale , ces citoyens qui ne sont armés que pour la liberté , dans la nouvelle conjuration qui s'est formée contre la liberté.

Les drapeaux des divers corps militaires qui composent cette milice citoyenne , ont été bénis dans les églises principales de chaque district : pourquoi donc faut-il qu'ils soient bénis une seconde fois ? Et que peut ajouter cette seconde bénédiction à la première ?

Cependant , toutes les puissances se réunissent pour ce grand œuvre. Les *trois cens* nomment quatre de leurs membres pour ordonner les ap-

prêts de la cérémonie ; M. l'archevêque officiera ; le comité militaire fait afficher un règlement tout exprès , & le roi ordonne au ministre de sa maison de faire transporter à la cathédrale tout l'attirail des Menus.

Une lettre de M. de Saint-Priest , adressée à M. de la Fayette , annonce aux parisiens cette insignifiante faveur de la cour. Peut-être trouverons-nous dans cette lettre l'esprit de l'itérative bénédiction des drapeaux.

Versailles , le 22 septembre 1789.

» Le roi m'a prescrit , M. le marquis , d'ordonner qu'on
» tirât du magasin des menus tout ce qui s'y trouve pouvant
» servir à l'ornement de l'église de Notre-Dame le jour de
» la bénédiction des drapeaux. «

Voilà un objet de sollicitude bien digne d'un roi & d'un roi de France , dans un moment où son royaume est dans l'anarchie , où sa capitale manque de pain , & où son premier ministre des finances annonce à l'assemblée des représentans de son peuple , que tout est perdu , si le trésor royal n'est pas secouru. Louis XVI perd de vue toutes ces minuties , pour songer qu'il est possible d'ajuster aux piliers de la cathédrale quelques chassis de l'opéra ! A dieu ne plaise que notre roi s'occupe , dans la crise actuelle , de ce qui ne doit occuper qu'un décorateur ; notre roi pense aux grandes choses auxquelles il doit penser ; c'est le secrétaire du ministre qui a mis ses vues étroites à la place de celles d'un grand roi.

» Il s'étoit glissé une erreur sur la réserve de ne rien pla-
» cer ; je viens de la rectifier. «

Rien n'est plus clair , & sur-tout rien n'est plus important à la tranquillité publique.

» Je me fais honneur de concourir à la dignité d'une cé-

» rémonie où l'on consacrerà les drapeaux d'une troupe nationale , dont sa majesté compte faire usage dans les circonstances importantes de l'état. »

Voilà un *coup de chapeau* adressé à la garde nationale pour l'acquérir à la cour , à la coalition antipopulaire. S'y laissera-t-elle prendre ? Non , sans doute , si elle se souvient de l'excellente leçon donnée par le renard au corbeau :

*Apprenez que tout flatteur
Vit aux dépens de celui qui l'écoute.*

Sa majesté compte faire usage de cette troupe nationale dans toutes les circonstances importantes de l'état ? Mais est-il sûr que cette troupe , ou garde veuille agir pour toute autre circonstance que la défense de ses foyers & de la liberté ? Si par exemple quelque ministre , créateur d'une circonstance importante , envoyoit ces braves bourgeois contre une armée trois fois plus forte , mieux disciplinée , & qu'ils fussent taillés en pièces , il seroit assez facile alors d'asservir des femmes , des enfans , des vieillards. Citoyens , citoyens , que cette moisson de lauriers que l'on semble vous montrer de loin , ne détourné pas vos yeux de l'objet que vous devez atteindre.

» Le repos actuel de la capitale est une de ces occasions essentielles. »

Remarquez bien que ce n'est pas de la tranquillité de la capitale qu'il s'agit , c'est du repos actuel ; de ce repos que la municipalité a établi avec des bayonnettes ; de ce repos des langues , sur-tout , qui permet à celles des aristocrates plénipotentiaires de l'assemblée nationale de s'exercer sans crainte sur le veto , sur les trois législatures , & sur la révocation des arrêtés du 4 août.

» Sa majesté voit avec satisfaction que votre zèle & celui
 » des milices parisiennes s'y consacrent sans réserve. »

Nous n'aimons pas *le zèle sans réserve* ; il faut beaucoup de réserve , au contraire , envers les hommes libres : la liberté fut toujours un peu orageuse & bruyante ; ce qui ne s'accorde gueres avec *le sans réserve* dont on congratule la garde parisienne au nom de sa majesté qui.....

Distingue ce genre de service par-dessus tous les autres.

Il y a bien dans ces mots une petite semence de division entre les gardes nationales & les troupes réglées ; mais nous avons changé notre manière d'être *distingués*. Depuis la révolution , ce n'est plus l'opinion d'un seul homme , quelque chéri qu'il soit , qui assigne les distinctions ; c'est l'opinion publique à laquelle nos freres soldés & non soldés n'hésiteront pas de se soumettre.

Les hommes sensés ont pensé avec raison que le roi n'avoit eu nulle connoissance de cette lettre ; il parle purement sa langue , & il n'auroit pas dit : *la dignité d'une cérémonie..... distingués par-dessus les autres* , &c. Eh ! pourquoi le roi auroit-il recours à cette cajolerie pour capter la garde nationale parisienne ? ce sont des françois , Louis XVI est bien sûr qu'il en est aimé.

Quel est donc l'objet de cette flagornerie ministérielle envers nos citadins ? Le voici. Dans l'assemblée actuelle comme dans tous les états-généraux qui ont précédé , après avoir vainement employé la force pour faire faire les loix dans l'intérêt de ceux qui gouvernent , on a recours à l'adresse & à la corruption ; il faut lire ce qui se pratiqua en 1484 pour connoître toutes les manœuvres actuelles. Le connétable , le Broglie d'alors , traitoit les dé-

putés de vilains qui vouloient rogner les morceaux au roi , mais qu'on sauroit bien mettre à la raison. Les députés tinrent bon : ils furent entrepris ensuite par le garde - des - sceaux , qui les gagna les uns à l'insu des autres, & fit faire toute la besogne comme il voulut.

M. le garde-des-sceaux actuel a fait oublier , à force de *popularité* , qu'il a tout tenté pour faire adopter aux Bordelois les grands-bailliages & la cour plénière. On revient d'une erreur , à la bonne-heure ; mais pour succéder à M. Barentin , il falloit soutenir un système & un parti opposé , c'étoit le seul moyen de le culbuter.

Nous ne craignons pas de dire que c'est l'aristocratie qui a conseillé au roi de choisir le nouveau ministère dans le sein de l'assemblée nationale : on fait que l'ame du parti aristocratique n'a pas quitté la cour , & ce moyen peut-être étoit la plus sûre & la dernière ressource de l'aristocratie : tous les partisans , tous les amis que la popularité des nouveaux ministres leur avoit fait , ne peuvent voir que par leurs yeux , & vouloir que par leur volonté ; il est difficile de gagner qui se défie , & la confiance du peuple , & des représentans , en des hommes qui s'étoient montrés ses ardens défenseurs , a laissé toutes les voies ouvertes pour faire former peu-à-peu la terrible coalition que l'œil populaire n'a apperçu qu'à la grande époque du veto.

La frayeur que causerent les délibérations du palais-royal pensa la détruire ; il fallut donc étayer l'ouvrage , & l'assemblée des représentans de la commune trahit les intérêts du peuple (1).

(1) Voyez le dernier n°. , page 16 & 17.

Mais voici de nouveaux représentans & en plus grand nombre ; ils sentiront peut-être que c'est un attentat à la liberté civile que d'empêcher les citoyens de se communiquer leurs idées sur les affaires publiques. Un trait de lumière peut frapper la garde nationale , & lui faire connoître qu'elle s'abaisse jusqu'à devenir l'instrument de l'aristocratie ; que puisqu'on ne veut pas laisser causer les citoyens dans un lieu où il y a des françois de toutes les provinces , ce ne peut être que parce qu'on craint qu'il ne parte de ce foyer des rayons qui éclaireroient les provinciaux sur l'infâme trahison de quelques-uns de leurs députés.

C'est donc la garde nationale qu'il faut gagner ; mais cela n'est guere praticable , elle est trop nombreuse : eh bien ! il faut l'enivrer , & un moyen sûr c'est d'avoir pour elle des égards au nom du roi , de la traiter en troupe royale.

La marche est adroite : le bon bourgeois se laisse d'autant plus facilement éblouir , qu'il ne connoît pas l'esprit de cour & les intrigues ministérielles. Freres , amis , citoyens , vous faudra-t-il toujours des hochets ? & vous traitera-t-on impunément comme des enfans ? Non , non , laissez-la ces apprêts de cérémonie dont on vous berce , & étudiez vos droits & vos devoirs.

Dérobez même , s'il le faut pour vous instruire , quelques instans à l'exercice militaire. Si vous ne savez que manier un fusil , vous ne serez jamais que des esclaves , ou des instrumens d'esclavage : c'est en réunissant à l'art militaire l'art non moins précieux de discuter & défendre vos droits dans les assemblées élémentaires que vous serez vraiment citoyens ; mais pour les défendre , il faut les connoître.

Le but de la coalition est de nous enlever nos droits les plus précieux , & de borner tout le pouvoir du peuple à élire des représentans qui puissent le vendre impunément. Nous avons déjà dit que c'étoit dans cet objet que les députés avoient déclaré que le mandats n'étoient pas *impératifs* ; ce qui signifie que c'est leur volonté & non la volonté générale , la volonté du peuple qui doit faire la loi. Mais comme le peuple ne se soumettra vraisemblablement pas à ce joug , & que les écrivains l'éclaireront sur l'étendue de son autorité , ce sont nos futurs représentans que nos représentans actuels veulent enchaîner.

Lorsque les arrêtés du 4 août ont été faits , la coalition n'étoit pas encore formée , les curés étoient encore pour le peuple. Mais quand les sacrifices furent consommés , que le clergé & la noblesse se virent dépouillés de tout ce qu'ils avoient si injustement usurpé depuis sept siècles , le desir de tout conserver les réunit , & alors ils inventerent le *veto absolu* , au moyen duquel on les flatta de faire rejeter par le roi les arrêtés du 4 août.

Les mouvemens populaires ayant fait connoître le danger de ce système , on le modifia en inventant le *pouvoir constituant* , qui n'est pas le *pouvoir législatif*. C'est-à-dire , que l'on prétendit que le roi ne pouvoit exercer le *veto* sur les loix qui tenoient à la constitution ; supposition d'autant plus absurde , qu'une partie des loix du 4 août ne portant que sur des intérêts de citoyens à citoyens , & non pas sur des rapports *du sujet au souverain* , elles ne pouvoient pas être censées faire partie de la constitution , & émanées *du pouvoir constituant*.

Ce

Ce mot devient aujourd'hui un talisman qui découvre le secret des cabales. Ils ne veulent pas que les législatures subséquentes aient le pouvoir constituant, mais seulement le pouvoir législatif, c'est-à-dire, celui de faire des loix sur-tout autre chose que la constitution. Ils veulent que les abus qu'ils infèrent dans la constitution, en faveur de ceux qui gouvernent, au préjudice de ceux qui sont gouvernés, ne puissent pas être corrigés par nos futurs députés; & la raison en est toute simple, c'est qu'une seconde législature, en ôtant les abus, ôteroit au gouvernement le moyen de les payer de leur trahison.

Gardons-nous donc de nous accoutumer à cette distinction du pouvoir constituant & du pouvoir législatif; cette idée pourroit se propager chez un peuple qui ne s'est pas encore formé à l'esprit de liberté. Voyez chez les Grecs, chez les Romains, chez les Suisses, chez les Anglois, chez les Genevois, si vous y trouverez un pouvoir constituant qui ne soit pas le pouvoir législatif, & un pouvoir législatif qui ne soit pas constituant; on dira que cette distinction tend à empêcher les innovations dans la constitution. Sans doute il ne faut innover qu'avec prudence; mais nos députés actuels se flatteroient-ils donc de faire d'un seul coup la meilleure constitution possible? Une constitution telle que ce fût un sacrilège que d'y toucher. Tous les articles de leurs constitutions qui ne seront pas compatibles avec le bien public, doivent être réformés par la législature suivante. Une innovation n'est plus dangereuse lorsqu'elle est nécessaire au bien public.

Or, ce droit d'innover, c'est-à-dire, par un mot moins défavorable, le droit de réformer notre

constitution, est un droit sacré, inaliénable, inhérent au corps de la nation; elle peut donc le communiquer à ses futurs représentans.

« L'ouverture des assemblées périodiques (1),
 » qui ont pour objet le maintien du traité social,
 » doit toujours se faire par cette proposition, qu'on
 » ne puisse jamais supprimer & qui passe par les
 » suffrages : *s'il plait au souverain de conserver la*
 » *présente forme du gouvernement.* »

« Je suppose, ajoute le même auteur, avoir démontré qu'il n'y a dans l'Etat aucune LOI
 » FONDAMENTALE qui ne se puisse révoquer.

MM. Maury & d'Elpremenil feroient bien des harangues avant d'obscurcir ce texte du contrat social. Cependant, quoique le *pouvoir législatif non constituant* ne soit qu'un tour de gibecière de nos charlatans politiques, il ne laissera pas d'être décrété, & cette ineptie est destinée à faire pendant à l'article de la déclaration des droits de l'homme, sur la manifestation des opinions, MÊMES RELIGIEUSES.

Détails du Dimanche 27 septembre.

On entend de toutes parts les tambours qui rappellent les soldats citoyens autour de leurs étendards pour se rendre au-devant de l'hôtel de la commune; les citoyens non soldats s'agitent & s'empressement pour aller occuper une place favorable, afin de jouir de la cérémonie; mais, selon la MÉTHODE ARISTOCRATIQUE, on n'entre à la cathédrale que par billets, & il n'y a que les amis, les connoissances des chefs qui en ont: ainsi la fête n'est plus nationale; elle est aristocratique ou oligarchique.

(1) Voyez J.-J. Rousseau, Contrat social, liv. 3, ch. xviii.

Les soldats sous les armes remplissent toutes les rues; l'étendard flotte au gré des vents, & la marche bruyante du canon imprime on ne fait quoi d'horrible à la marche des compagnies.

Le comité militaire a ordonné que chaque drapeau seroit porté par un sergent de la garde soldée; mais dans plusieurs districts, ce sont des bourgeois qui sont porte-étendards, & ils ne sont pas disposés à se prêter à l'humiliation que le comité militaire leur a préparé dans sa sagesse. Les districts même détachent vingt hommes pour escorter le citoyen non soldé qui porte le drapeau. Les sergens de la garde soldée se présentent pour remplir leur mission; & sur le refus légitime des porte-étendards, ils se retirent en gens d'honneur qui ont obéi à l'ordre autant qu'il étoit en eux.

La municipalité, M. le Maire à la tête, & tout l'état-major se rendent de l'hôtel de la commune à la cathédrale, escortés d'une troupe d'élite & à travers deux haies de soldats. Le bruit des instrumens militaires, l'influence de la religion, le silence des cérémonies, la nouveauté du spectacle émeuvent fortement le peuple & les soldats citoyens; & au milieu de la solennité, un prêtre, homme libre, prononce un discours qui n'a pas peut-être parfaitement rempli le but de ceux qui s'intéressoient le plus à l'effet de la cérémonie, mais qui n'en a pas moins satisfait les bons citoyens.

» Nous pouvons tout pour la perfection de la liberté
» françoise, en dirigeant nos forces avec sagesse; nous fe-
» rons tout pour le bonheur des françois, en appuyant nos
» espérances sur la base des mœurs. «

Tel est le sujet & la division du discours de M. l'abbé Fauchet; il a démontré que nous atteindrions la perfection de la liberté, parce que nous n'avons

rien à craindre des ennemis du dehors. Nous, *hommes libres*, qui n'aurions à combattre que *contre des esclaves*, & que nous saurions nous préserver de l'idée des conquêtes, nous sommes assez *grands*; ne répandons pas la France au loin;..... qu'elle reste libre dans ses limites.

Au-dedans, les communes réunies, deux millions de gardes populaires, une assemblée nationale, un roi citoyen, rendront notre liberté immortelle.

M. l'abbé Fauchet professe ensuite un système qui est le nôtre, & celui de tous les citoyens philosophes qui connoissent la dignité de la nation.

» Ayez, dit-il, vos assemblées fixées aux mêmes époques,
 » composées d'un même nombre de représentans, délibérant
 » sur les mêmes objets, envoyant ensemble le résultat de vos
 » libres volontés aux mêmes provinces. Que les assemblées cen-
 » trales reportent toutes ces volontés à la grande assemblée na-
 » tionale toujours existante; que là elles soient comptées & com-
 » parées; que les premiers dépositaires de votre confiance
 » y ajoutent leur complément de la sagesse; que rédigées par
 » eux, votre approbation les couronne; que la pluralité des
 » volontés des communes de la France soient finalement
 » pour toutes la loi suprême; qu'elle soit ensuite notifiée
 » au monarque pour l'exécution uniforme dans tout l'em-
 » pire, & c'en est fait; nulle discussion n'est à craindre; nulle
 » vexation, nulle aristocratie, nulle tyrannie, nul despotisme.
 » La seule liberté regne, & regne par la loi; en moins d'un
 » mois, on recueille la loi de tout l'empire dans l'assemblée
 » nationale elle-même, & c'est le code de la liberté. »

On cite de pareils morceaux, & on ne les loue pas!

Il nous rassure ensuite sur l'aristocratie des représentans, & sur le projet qu'on leur suppose de substituer leur volonté à celle de la nation. Nous ne sommes pas sur ce point de l'avis de M. l'abbé Fauchet; & la division du pouvoir *constituant* & du pouvoir *législatif*, motive assez nos appréhensions, pour qu'on ne nous prenne pas pour des ennemis de la liberté.

L'obéissance du pouvoir militaire au pouvoir civil, est une autre base de notre liberté; il auroit peut-être été nécessaire d'ajouter quelque chose sur les bornes de cette obéissance; car nous le répéterons éternellement, il est aussi dangereux que les troupes citoyennes obéissent à tout ce que le pouvoir civil leur commandera, que si elles se permettoient d'agir sans le commandement du pouvoir civil. Nous croyons avoir posé à cet égard des données solides, que les bons citoyens n'ont pas perdu de vue (1).

La seconde partie du discours de M. l'abbé Faucher, mériteroit d'être citée presque tout entier.

» Si le plus esclave des peuples est devenu subitement le
 » plus libre des peuples, la plus corrompue des nations peut
 » devenir promptement la plus vertueuse des nations; il le
 » faut, citoyens; sans quoi, rien ne subsiste, rien ne se ré-
 » pare. «

Cette régénération des mœurs, M. l'abbé Faucher l'attend d'une plus égale répartition des impôts. Qu'ils soient assis selon des proportions toujours croissantes, *doubles, triples, décuples*, en raison des fortunes; & le pauvre ne commettra plus de crime pour subsister, & le riche ne dépensera plus en crime le surplus de ses besoins; ce moyen indirect de rétablir l'égalité des fortunes, ou du moins de nous en rapprocher, pourra seul faire renaître les mœurs, & nous répétons avec M. l'abbé Faucher, ce que nous avons déjà dit: *les mœurs! les mœurs!* elles sont les bases de la liberté.

Le troisième discours de M. l'abbé Faucher sur la liberté françoise, nous paroît infiniment au-dessus des deux premiers, à quelques légères taches

(1) Voyez n°. VI, page 3 & suiv.

près , qui viennent du desir de s'exprimer d'une maniere neuve , il est aussi bien écrit que bien pensé. On aime à voir un homme qui a perdu toute sa fortune dans la révolution , par la suppression des dîmes , se réjouir de toute son ame , de la révolution.

Après avoir rendu à M. l'abbé Fauchet , comme orateur citoyen , un hommage que notre sévérité , à son égard , lorsqu'il étoit président du comité de police , ne rend pas suspect ; nous lui devons aussi rendre justice en cette dernière qualité , sur un fait qui est parvenu à notre connoissance , d'une maniere sûre. Quoique M. l'abbé Fauchet , ait signé l'ordre d'emprisonnement contre M. Letellier Duvey , il ne l'a fait que contre son opinion personnelle , & après l'avoir soutenue avec chaleur contre la majorité du comité , qui décréta cet ordre. La majorité du comité étoit moins sage que M. l'abbé Fauchet , à qui il ne faut pas attribuer un acte arbitraire , dont sa place le force d'être l'instrument passif.

Le comité vient de faire défenses aux garçons bouchers , de s'assembler dans la place aux Juifs. On est persuadé qu'ils ne vouloient délibérer que sur quelques points qu'intéressent l'amélioration de leur sort ; mais ils ont la voie de la représentation par mémoire , dont il est plus naturel qu'ils fassent usage.

Les boulangers ont représenté aux trois cens qu'ils éprouvoient de toutes parts des entraves pour l'achats des bleds & farines , de la part des commissaires de la commune , envoyés dans les provinces. Les trois cens ont décidé , 1°. qu'on donneroit aux boulangers des pouvoirs pour acheter librement ; 2°. que les commissaires envoyés dans

les provinces , leur délivreroient les grains & farines qu'ils auroient achetés ; 3°. qu'il seroit ordonné à ces commissaires de leur faire part des grains non vendus dans les marchés.

Ontre les causes générales qui nuisent à l'approvisionnement de la capitale , une foule de causes secondaires que nous apprenons successivement , viennent affliger notre ame , & elles doivent être dénoncées.

Le district des Cordeliers ayant été informé que quelques fermiers des environs de Longjumeau , particulièrement ceux de la Marrière , cachent leurs grains , y envoya deux commissaires. Les sieurs Graffin , huissier , & le sieur Mangin ; ils partirent sans aucune suite , & ils laissèrent écouler quelques jours sans donner de leurs nouvelles ; le district alarmé sur le sort de ses commissaires , envoya auprès d'eux un détachement de trente hommes de bonne volonté , à la tête duquel étoit M. de Verrière.

Le détachement rencontra sur le chemin les sieurs Graffin & Mangin , qui revenoient dans un cabriolet : ils chercherent à faire rétrograder nos trente hommes , en leur assurant qu'ils ne trouveroient aucune subsistance dans les environs , & pas même de pain pour leur souper.

Cependant le capitaine & le détachement s'étant trouvés parfaitement d'accord sur la nécessité d'aller visiter les fermes , ils continuèrent leur route & ils allèrent coucher le soir même à Antony.

Le lendemain de grand matin , ils se mirent en marche pour visiter les fermes ; le capitaine posta des sentinelles , fit battre en grange , puis se transporta à la ferme de la Marrière , où on l'assura qu'on n'avoit pas même vu les deux commissaires

du district des Cordeliers; il dressa sur cette déclaration un procès-verbal, qui fut signé des habitans des lieux; puis ayant rassemblé son détachement, il partit avec un convoi de douze charretées de bled, lequel a été déposé à l'école militaire.

Le détachement a trouvé par-tout des vivres sans difficulté, contre l'assertion très-alarmante des deux commissaires. M. de Verriere a remis son procès-verbal au district, qui n'a encore pris aucun parti à cet égard. Nous n'avons pas besoin de dire que la conduite de M. de Verriere est une censure amère de celle des sieurs Graffin & Mangin : nous nous glorifions d'être envers lui les organes de la reconnoissance publique.

Un sieur Galée ou Galet, marchand de gaze, rue S. Denis, s'est permis de se présenter dans les marchés des environs de Paris, & de se dire commissaire de la commune; il s'est procuré, par cette supercherie, beaucoup de grains, qu'il revendoit à son profit aux boulangers & à d'autres particuliers; il a été découvert & arrêté; il est maintenant transféré au châtelet; on instruit son procès. Le peuple lui prête ce propos : *je ne serai pas pendu, à moins qu'on en pendre cinquante autres avec moi; car je nommerai mes complices.* Il seroit difficile qu'il n'en eût pas; il ne s'agit que de les connoître par des voies légales.

S'il est des mauvais citoyens qui nuisent à l'approvisionnement, il est de bons citoyens qui nous servent ou qui désirent nous servir. M. Sarrot, avocat au parlement, a adressé aux trois cents une lettre dans laquelle il leur propose un plan de correspondance patriotique avec toutes les municipalités du royaume, & de charger de notre approvisionnement, dans chaque ville, un particulier auquel on
accorderoit

accorderoit le titre de conseiller de la ville de Paris.

Nous ajouterons à l'idée de M. Sarrot qu'il vaudroit mieux peut-être ouvrir cette correspondance avec des négociants faisant la commission sur les bleds. La publicité de ces commissions feroit hauffer le prix des bleds sur les lieux. Les demandes des préposés aux subsistances de la capitale doivent être secretes jusqu'à ce qu'elles soient exécutées : en faisant à ces commissionnaires des demandes successives & modérées, la somme de leurs achats ne donneroit pas lieu aux surhaussemens du prix. En ayant sans cesse sous les yeux un relevé des *forleaux* ou registres des halles à bled, on connoitroit ; & si les commissionnaires sont fideles sur le prix & la qualité, & dans quelle province il conviendrait de faire les demandes les plus fortes : ce seroit toujours dans celles où le bled auroit été à plus bas prix pendant les derniers marchés ; on ne feroit venir des provinces éloignées que le *minot*, pour obvier aux frais de transport. Dans les années abondantes, on pourroit pourvoir, à peu de frais, le grenier public de Paris, en se nantissant du superflu de l'approvisionnement habituel des provinces. M. Sarrot a recommandé son idée aux soixante districts pour l'appuyer auprès des trois cents ; nous en faisons de même, & nous désirons que celle qui sera préférée soit la meilleure.

Nous avons dit quelque part que les spectacles seroient le thermometre du patriotisme ; qu'il seroit plus fréquentés à mesure qu'il baisseroit : nous avons observé que depuis quelques jours on court admirer les roucoulemens de mademoiselle Renaud, & les hoquets sentimentaux du sieur Monvel, avec une fureur qui ne s'accorde pas avec la sollicitude des affaires publiques.

Nº. XII.

**C

Cependant, puisque nos comédiens font des offrandes publiques, nous ne pouvons absolument blâmer ceux qui leur portent de quoi payer leur contribution. Les italiens ont donné l'exemple. Les Variétés, dont les bénéfices sont plus considérables & plus clairs que ceux d'aucun autre spectacle, n'ont encore rien offert. Les sujets de l'opéra se signaleront à coup sûr, & les françois se sont déjà signalés par une offre de 23,000 liv. payables en janvier prochain.

Si l'on considère que chaque part entière vaut à 25 sujets au moins de 25 à 30,000 liv., l'offrande paroîtra un peu mesquine; mais l'année est mauvaise, & quiconque donne ne doit pas être repris pour donner trop peu.

Notre opposition constante à l'admission de MM. les comédiens aux places de la garde nationale, opposition fondée, non sur le sot préjugé qui sembloit les exclure de la société, mais sur l'incompatibilité de leur service avec tout autre service public, ne nous a pas sans doute rendu favorable l'aréopage comique. Nous avons cependant une réclamation à leur adresser en faveur d'une opprimée bien chère aux admirateurs des grands talens, & cette opprimée c'est mademoiselle S.-Val aînée.

On se rappelle que cette sublime actrice, tracassée par la faction Vétris, dont feu le Maréchal de Duras ne rougissoit pas d'être le chef, a été exclue du théâtre françois, & qu'un ORDRE ARBITRAIRE lui a enlevé, avec son état, une part entière qui étoit pour elle une véritable propriété. Rien n'honoreroit davantage MM. les comédiens françois que de restituer à mademoiselle Saint-Val aînée sa propriété, en sollicitant, s'il étoit encore nécessaire, la levée de l'ordre tyrannique qui l'en a privée. Nous

ajouterons que MM. les comédiens y sont intéressés autant par honneur & par justice que par spéculation. Mlle. Saint-Val aînée que nous avons vu jouer en province, il y a peu de tems, est encore le premier talent tragique qui existe, & nous ne savons rien au-dessus de son mérite scénique que la généreuse humanité dont elle a donné des preuves multipliées.

Détails du lundi 28 septembre.

Un district a réclamé contre la création que l'assemblée des trois cents a cru devoir faire de trois places d'adjudant-major, au moyen d'un retranchement d'appointemens sur les places de major de divisions. Ce district a exposé que l'on donnoit des appointemens assez considérables aux majors pour qu'ils se livrassent eux-mêmes aux détails du service militaire.

Les motifs de ce district sont solides & bien déduits ; mais s'il est vrai, ainsi qu'on l'assure, que les trois places d'adjudans étoient destinés à récompenser trois des vainqueurs de la Bastille, que les districts ont oublié lors de la nomination aux places soldées, entr'autre le brave Arné, dont la récompense a été si malheureusement donnée au sieur Henri Dubois, qui convient lui-même n'avoir rien fait pour la mériter, ce district regrettera peut-être d'avoir eu raison en s'opposant à la création des trois places d'adjudans.

On a répondu à la demande que nous avons faite sur la récompense que M. Hullin avoit dû recevoir, d'une manière aussi affligeante que laconique, AUCUNE, nous écrit un lieutenant de la troupe non soldée. Nous consignons ici cette réponse ainsi que nous l'avons promis.

Les places seront donc éternellement refusées au mérite & aux services, pour être prodiguées au vice & à l'intrigue. Nous apprenons que le district des Mathurins avoit nommé un avocat à la place de trésorier : le refus qu'il a fait de rendre ses comptes l'ont rendu suspect ; on a confronté son livre de recette avec des quittances qu'il avoit données à des particuliers ; il s'est trouvé des différences énormes, & le livre ne portoit souvent pas la moitié des contributions volontaires dont les citoyens avoient son reçu. Le district a arrêté le trésorier infidèle, & le détient dans sa prison.

Quelque juste que soit cette détention relativement à la cause qui y a donné lieu, il nous paroit bien étrange que ce district & plusieurs autres aient des prisons particulières. Les districts n'ont un pouvoir d'exécution que par délégation de l'assemblée municipale ; or, l'assemblée municipale n'a point autorisé leurs prisons. Ces détentions aux districts ne sont donc que des chartres privées, des abus de pouvoir dont les trois cents ont autant le droit de se plaindre que les district l'auroient si les trois cents vouloient exercer le pouvoir législatif-municipal.

Un avocat nous a dénoncé plusieurs autres abus de pouvoir commis par des commissaires de districts, tels que des appositions de scellés, des perquisitions domiciliaires ; ses détails sont trop abrégés sur ce point, pour que nous puissions en tirer d'autre avantage que d'avertir les citoyens de ne pas se permettre les uns à l'égard des autres des actes arbitraires qui ruineroient avant peu la concorde, la bonne intelligence auxquelles tiennent notre salut & notre liberté.

» N'est-il pas ridicule, ajoute-t-il, de voir que

» des gens dont l'art & l'habileté consistent à cou-
 » per une aune de drap , à peser une demi-livre de
 » sucre , à mesurer une chopine de vin , &c. , for-
 » mer des tribunaux de magistrature ; exiger que
 » des patrouilles conduisent devant eux des person-
 » nes arrêtées. Dans leurs tribunaux ils rédigent
 » des procès-verbaux vicieux dans la forme , pitoya-
 » bles par le style , & dégoûtans par l'orthographe ?
 » Ne seroit-il pas plus convenable , en attendant
 » le résultat de l'assemblée nationale , de continuer
 » à conduire les personnes arrêtées , soit chez les
 » officiers de justice seigneuriale , soit chez les com-
 » missaires & autres gens de loi , & *reconnus pour*
 » *tels.* «

On voit que cet avocat n'a pas osé dire qu'il fau-
 droit remettre tout le pouvoir municipal entre les
 mains des avocats , qui sont des gens de loi , &
reconnus pour tels. Il devoit être content , ce
 semble , de savoir qu'il y a dans l'assemblée *des*
trois cents quatre-vingt-quatre avocats & quinze
 procureurs.

Il se fait néanmoins quelques améliorations dans
 l'administration. Les trois cents ont délibéré sur
 les entraves mises à la presse par le règlement du
 comité de police , qui assujettissoit toutes les feuilles
 périodiques à prendre son attache. D'après la déli-
 bération , M. le maire a écrit à l'intendant des
 postes pour qu'il cessât d'exiger un permis du comité
 pour la circulation des papiers publics.

Un autre hommage rendu à la liberté de la
 presse mérite de trouver ici sa place. Les districts
 du Val-de-Grace & de S. Jacques-du-Haut-Pas
 réunis ont écrit aux *trois cents* au sujet du mé-
 moire que les boulangers ont publié ou qu'on a
 publié en leur nom.

« La censure publique à laquelle vous vous êtes
 » soumis, vous honore & vous flatte : ce sont nos
 » ordres & nos besoins qui nous rassemblent, &
 » pour vous connoître, il falloit vous connoître
 » & vous estimer. »

Le début de la lettre de ces districts consacre un grand principe. C'est que tout homme qui accepte une place publique, se soumet à la censure publique. Si la censure est juste, il faut s'y soumettre ; si elle ne l'est pas, l'exposé de la conduite publique de l'administrateur inculpé, doit être sa seule réponse. Il n'a pas le droit de demander réparation au censeur, par cela seul, qu'il a dû savoir en acceptant une office public, qu'il s'exposoit à tous les inconvéniens d'une injuste critique.

Celle que nous avons faite des attentats à la liberté civile, dont le palais-royal devient chaque jour le théâtre, auroit dû peut-être fixer l'attention des trois cens & des citoyens, composant la garde soldée. Les événemens qui ont eu lieu ce soir, ne prouvent que trop la justesse de nos observations.

Le palais-royal étoit fort tranquille hier, & il n'y avoit pas de patrouille, ou du moins s'il y en avoit une, elle étoit si peu nombreuse, elle s'est si bien comportée, qu'elle n'a troublé personne. Ce soir, entre cinq & six heures, des détachemens ont entré de tous côtés, & se sont jettés avec violence à travers les groupes de *censeurs* ; il y a même des soldats qui ont affecté de porter la crosse de leurs fusils de manière qu'elle bleffoit les reins de ceux qui ne se retiroient pas assez tôt.

Le public honnête, composé des bons patriotes de Paris, des provinces & de quelques étrangers, a murmuré hautement. Des murmures, il a passé

aux huées & aux sifflets ; une patrouille arrête un citoyen qui ne disoit rien : (on dit sur le champ que c'étoit M. l'abbé Robin , écrivain distingué par des ouvrages qui respirent le plus pur patriotisme ,) on s'élève en sa faveur , on repousse la patrouille , on **RÉSISTE A L'OPPRESSION** , & le citoyen est relâché.

Le jardin ressembloit assez à un champ de bataille qu'on va assiéger. M. le duc d'Aumont , commandant de bataillon , assis vis-à-vis le café de foi , des aides-de-camp ou des officiers qui en ont les fonctions , courent d'une patrouille à l'autre ; elles vont & viennent ; elles font au milieu des groupes , des évolutions si précipitées , qu'elles sont ridicules. Les citoyens s'indignent , jettent un cri & s'avancent ; une patrouille , présente la bayonnette... Jouissez aristocrates , le moment de votre triomphe n'est pas éloigné.

Cependant les soldats se sont *reposés sur les armes* , on a parlementé , chaque citoyen a adressé la parole à un soldat , & au milieu de cent questions , de cent propos qui s'entrecoupoient , on entendoit les choses les plus sublimes.

« Je ne porte point d'uniforme , disoit un avocat ,
 » parce que c'est un instrument de despotisme.
 » Si je le portois , & que j'eusse à obéir à des
 » ordres aussi contraires à la liberté , je le mettrois
 » à bas ici même , & je m'en irois chez moi en
 » chemise aux applaudissemens de mes conci-
 » toyens.

Je suis officier de la garde nationale « disoit
 » un homme qui avoit en effet la rodingotte mili-
 » taire ; je vais demain au district donner ma dé-
 » mission ; je connois plus de cent jeunes gens ap-
 » partenant à des familles honnêtes , qui imiteront

» mon exemple, & qui ne resteront pas dans un
 » Corps à qui l'on fait perdre de gaieté de cœur
 » la considération qu'il doit avoir.

» Il faut que nous le cassions, ce corps, reprenoit
 » un autre; nous n'avons pas vu le piège qu'on nous
 » tendoit, en isolant ainsi trente mille hommes
 » armés des autres citoyens. Tout corps est aristo-
 » crate; & il n'y pas un seul citoyen qui n'ait aussi-
 » bien le droit d'être armé & de faire le service
 » public, que ces trente-mille MM. «

» Armons-nous de sifflets, ajoutoit un plaisant;
 » un homme libre peut siffler quand bon lui sem-
 » ble. Or, tant qu'il y aura des patrouilles dans
 » le céramique nous sifflerons; ce sera la conjuration
 » des sifflets. «

» Nous méritons notre sort, s'écrioit un patriote;
 » pourquoi avons-nous placé à notre tête des ducs,
 » des comtes, des barons & des agens de change (1)?
 » Nous avons parmi nos chefs de division, jusqu'à
 » l'auteur du Mémoire des princes; il y a dans le
 » corps des officiers plus de soixante joueurs de
 » l'hôtel d'Angleterre. «

Nous rapportons fidelement ces discours, afin
 de ne point égarer nos lecteurs, en mettant notre
 opinion à la place de l'opinion publique. Plusieurs
 des soldats citoyens ont répondu avec honnêteté,
 avec esprit, même avec le ton de la douleur; mais
 d'autres, quelles réponses il ont fait, grand dieu!...
 Nous les taisons par égard pour le corps, & nous
 livrons ceux qui les ont faites à leurs réflexions.

Ajoutons qu'un soldat non soldé, qui n'étoit pas
 de service, s'est permis d'arrêter un causeur, sous

(1) Un agent de change étoit à la tête de la patrouille dont
 on a eu le plus à se plaindre.

prétexte

prétexte que la patrouille dont il parloit avec irrévérence , étoit de son district. Un des officiers qui faisoient des observations , a ôté ses deux épau-
 lettes , pour pouvoir , sans doute , les faire plus librement. C'est encore par égard que nous ne le désignons pas ici de manière à le faire connoître à tous ; nulle autre crainte que celle de lui ôter le moyen de profiter de ses propres réflexions , ne sauroit nous engager au silence.

Au reste , nous déclarons que , puisqu'on a recours aux indignes moyens de l'ancienne police , nous opposerons mouchards à mouchards , & que nous consignerons ici le signalement , le nom même de ceux contre lesquels nous acquérons la preuve certaine qu'ils exercent cet infâme métier (1).

Terminons cet article par une observation dont tout le monde sentira la justice. On crie aux parisiens dans tous les discours , dans tous les écrits , qu'ils sont le premier peuple du monde. MM. les officiers municipaux & la garde nationale prennent sans doute au pied de la lettre ces éloges qui n'étoient pas sans quelque fondemens avant que l'a-

(1) Nous demandons au nom de tous les citoyens , que le compte de recette & de dépenses de l'hôtel-de-ville soit mis au jour trois la fois semaine ; qu'il soit ensuite imprimé , affiché & distribué , afin que chaque citoyen puisse suivre d'un coup d'œil l'emploi des fonds immenses que produisent les droits d'entrée & autres fonds ; cette motion est plus utile qu'on ne pense. Nous la recommandons aux citoyens les plus zélés de chaque district. Il sera nécessaire que toutes les pieces justificatives soient placées dans une salle de l'hôtel-de-ville , où deux commissaires seront chargés d'en donner communication à tout citoyen qui aura obtenu de son district une autorisation pour les examiner. Nous attendons avec impatience le grand compte des précédens représentans ; nous nous proposons de le discuter à fond pour l'instruction publique.

ristocratie eût obtenu des parisiens , à force d'adresse , ce qu'elle vouloit en arracher par force. Voici , pour leur prouver qu'ils ne sont pas dans ce moment l'objet d'admiration des deux hémisphères , des extraits fidelements traduits de quelques papiers anglais (1).

Parmi ceux qui ont été emprisonnés pour les motions du palais royal, sont le baron de Tintôt, & le marquis de S. Huruge; celui-ci a été exposé, dans un très-long examen, à tomber dans des pièges adroits... M. Gouvion, major général, qui s'est trouvé présent à l'examen du marquis, a démontré que toute poursuite seroit absurde, & prouveroit seulement le dessein d'opprimer.... La maniere dont ce gentilhomme a été opprimé, disposeroit le peuple à regretter le despotisme.

Le crime de quelques-uns de ceux qui ont été arrêtés, consiste seulement dans la liberté qu'ils ont prise de dire leurs opinions.

Si parler est un crime, la meilleure maniere de le prévenir, est de couper la langue aux gens; ils ne pourront plus alors courir le risque d'être pendus pour en avoir fait usage.

Le corps municipal s'imaginait, sans doute, par cet emprisonnement arbitraire, faire sa cour à l'assemblée nationale....

Vous voyez bien, soldats citoyens, que les ordres que l'on vous fait exécuter au palais-royal, nous rendent la FABLE de l'EUROPE au jugement du peuple qui connoît mieux en quoi consiste la liberté civile.

Détails du mardi 29 septembre.

Une nouvelle qui circule ce matin nous donne enfin la clef des précautions militaires qu'on avoit prise hier au soir pour empêcher les citoyens de se réunir & de parler des affaires publiques. M. Mounier, ci-devant procureur, a été lancé au fauteuil national, & l'apôtre du veto royal, est le chef de l'assemblée représentative du peuple. On craignoit que quelques patriotes ne vinssent de Versailles tout exprès, pour l'annoncer au palais-royal, & que ce

(1) *Daily Advertiser*, 29 septembre.

soufflet donné par l'aristocratie à l'opinion publique , ne renouvellât la salutaire commotion causée par le veto.

M. Mounier est président , disoit d'un air triomphant un aristocrate du café de Valois , à un patriote du café de foi. *Eh bien ! répond celui-ci , c'est une quinzaine par-dessus laquelle il faudra sauter à pied joints.*

Si nous disions que sur six millions de bons citoyens françois qui connoissent le nom de M. Mounier , il y en a cinq millions neuf cent mille , neuf cent quatre-vingt-dix-neuf qui le regardent comme un homme vendu à la cour , & capable de faire une constitution toute de travers , pour se faire une place de dix à douze mille livres de rente ; nous dirions une chose très-difficile à prouver mathématiquement , & que disent pourtant sans hésiter plusieurs personnes qui font profession d'être bons patriotes. Les partisans de M. Mounier , car il en a , les traitent d'aristocrates ; ceux-ci renvoient ce mot aux partisans de M. Mounier , de manière qu'accoutumé à nous guider par l'opinion publique , nous ne savons pas si c'est sur M. Mounier ou sur la patrie qu'il faut verser des larmes de sang.

M. Mounier , ayant opiné qu'il falloit offrir cinq cens mille livres à celui qui découvreroit les auteurs de l'insurrection , du palais-royal contre ses enfans chéris , le veto absolu & le sénat , devroit , vu que les finances sont en bien meilleur état , offrir un million pour découvrir les auteurs des discours que l'on tient contre lui depuis un mois ; les offrandes patriotiques ne pourroient pas être employées à un plus digne usage.

Pour achever de gagner à la majorité de l'assemblée la confiance de la France , il ne faudroit plus qu'une seule chose , c'est qu'un des zélateurs de la coalition qui a guindé M. Mounier au trône populaire , fit une motion brûlante contre les maraudeurs qui parlent des dieux avec irrévérence. Que la coalition renvoyât au pouvoir exécutif , c'est-à-dire , à ses agens , & que ceux-ci les fissent juger , vu que ce seroit à-coup-sûr des citoyens domiciliés , par le prévôt de la maréchaussée , comme rebelles , séditieux , perturbateurs du repos public , & criminels de leze majesté nationale.

La compagnie non sollée de la rue de Grenelle , du district des Petits-Augustins , devoit rendre un repas à un de ses officiers , elle s'étoit cotisée à cet effet , M. a fait la motion de se priver de ce plaisir , & de remettre

le produit de la cottisation à M. de la Fayette, pour en disposer en faveur de la caisse nationale. Cette motion a été unanimement acceptée, & chaque soldat a ajouté 6 livres à la somme destinée à payer le repas, ce qui a produit le total de 1200 livres que six personnes de la compagnie ont été chargées de porter à M. de la Fayette.

Un honnête ouvrier, nommé Perrot, est mort sur la paroisse St. Jacques-la-Boucherie, il étoit veuf & il avoit deux petits enfans, dont l'un est encore à la mamelle; quelques parens pauvres, quelques voisines, se sont réunis pour acheter une bière, & pour demander un enterrement gratuit. Il leur a été refusé; quoique la dépense d'un enterrement auroit absorbé la subsistance de plusieurs mois de deux pauvres orphelins.

Le peuple a été si indigné de la dureté des *préposés aux convois* qu'il a été chercher la bière & l'a portée à l'église. Le suiffe a voulu le repousser & a demandé si c'étoit une *charogne* qu'on apportoit.

Aussi-tôt le peuple décida que ce suiffe méritoit la mort; & par analogie sans doute de la lampe au réverbère, on la déroche pour y suspendre l'insolent valet: un citoyen monte en chaire, & persuade au peuple de ne pas fouiller le sanctuaire divin. Le suiffe est condamné à une simple amende-honorable; on l'a fait tenir à genoux auprès de la bière, une torche à la main.

Cependant on avoit arrêté des prêtres dans la rue; on leur avoit ouvert la sacristie pour prendre les ornemens nécessaires à une cérémonie funebre; 24 cierges sont allumés autour du corps. La garde nationale arrive, sa musique veut aider à la solennité de la cérémonie; on célèbre une grand-messe, & *Claude Perrot est enterré comme un archevêque.*

Il a été décidé qu'il y auroit demain un service pour lui; il sera célébré par M. le Curé, qui ignoroit le refus honteux qu'un prêtre stipendié avoit fait d'inhumer gratuitement le défunt. Il y aura une quête pour ses enfans.

Nous apprenons que l'on a pourvu à leur sort. Nous avons encore de l'humanité, de l'énergie, du patriotisme; viennent les mœurs & la liberté, & nous ferons le peuple le plus heureux de l'univers.

Détails du Mercredi 30 septembre.

Enfin, quoi qu'on fasse & qu'on dise, nous manquons toujours de pain. Nous venons d'obtenir une récolte qui

fauffroit , dit-on , à la fubfiftance du royaume pour trois années ; & cependant , comme Tantale au milieu des eaux , mourant de foif , le peuple , au milieu de l'abondance , ne peut fe raffaſier ! Ce matin , comme à l'ordinaire , les malheureux artifans , les journaliers font obligés de perdre un tems précieux à la porte des boulangers ; un grand nombre s'y font rendus avant le jour pour obtenir de mauvais pain , qui , déjà trop cher , leur revient à un prix énorme par les facrifices qu'ils font obligés de faire pour en obtenir. Le gouvernement veut abſolument nous approviſionner de farines : ſi l'on ne peut ſe paſſer de pareils ſoins , qu'au moins la halle aux bleds ſoit conſtamment , abondamment & ſoigneuſement pourvue. C'eſt une machination affectée que de faire manquer de farines à la halle : en manquant-il dans les magasins du gouvernement ? ce gouvernement va-t-il donc chaque jour à l'emplette des bleds pour venir le lendemain garnir notre halle ? n'en a-t-il pas acheté juſqu'à préſent des proviſions ſuffiſantes pour pluſieurs ſemaines , pour pluſieurs mois ? pourquoi donc nous fait-il manquer de pain chaque jour ? Qu'il en laiſſe le commerce libre , qu'il laiſſe la concurrence dans l'achat des bleds , alors nous n'en manquerons pas : le decret de l'aſſemblée nationale l'exige , pourquoi s'y reſuſe-t-il ? Laiſſez la liberté à tout homme de vendre & faire du pain , d'acheter des farines ; empêchez ſeulement l'exportation , cela ſuffit. Je fais bien qu'on veut nous dégoûter , nous laſſer de la liberté par l'anarchie ; je fais bien que certaines gens diſent : *nous ne pouvons plus rien par la force ; mais nous eſpérons encore regagner tout par les diviſions , les rumeurs populaires , les émeutes ; le manque de pain , tôt ou tard , ſoulevra le peuple , il ſe portera contre les officiers municipaux & les aſſemblées des communes ; il les croira coupables , les chaffera , les anéantira , & finira par demander l'ancien régime.* Non , non , ne le croyez pas , imbéciles ariſtocrates ; ſachez qu'il eſt des hommes ſages , des citoyens qui ſauront toujours rallier l'opinion publique & la guider vers la vérité & l'intérêt général ; ſachez qu'ils expoſeroient leur vie , s'il le falloit , pour ſauver la patrie , & même un ſeul innocent. Vous n'ignorez pas , ſans doute , qu'à la bataille de Pharſale , les ſoldats efféminés de Rome fuyoient la mêlée de crainte des bleſſures & des cicatrices ; ils ſe parfumoient & conſervoient ſoigneuſement la beauté de leurs corps : eh bien ! vous êtes ces jeunes Sybarites , & nous nous ſommes les ſoldats de Céſar ; diſons mieux , les ſoldats

de la liberté ; jugez de vous ou de nous qui remportera la victoire !

Passons à l'assemblée de la commune de Paris. Elle se résoud enfin à laisser aux districts la nomination des membres du conseil des soixante ; mais cette assemblée n'en paroit pas moins décidée à suivre l'organisation du plan vicieux de municipalité qui a été imprimé dernièrement , & discuté par les districts ; en sorte que les commissaires de la commune jouiroient du pouvoir de faire des réglemens ; ils les feroient & les exécuteroient , le despotisme auroit son entier effet. Est-il donc possible de méconnoître que le pouvoir législatif-municipal appartient au district , & le seul pouvoir exécutif-municipal aux officiers municipaux. Si la France s'est choisi des représentans , c'est parce qu'il est impossible de recueillir les voix de tous les individus du royaume ; mais dans une ville il est aisé de le faire, D'ailleurs peut-on organiser une seule municipalité avant que la constitution soit achevée ? N'est-ce pas de cette constitution que dépendront les pouvoirs des états-provinciaux , & de ceux-ci la nature & les limites des pouvoirs municipaux ? Il ne nous faut donc jusques-là qu'une administration provisoire qui recueille les voix des districts , les proclame , & fasse connoître les vœux de la pluralité des citoyens. Avons-nous besoin d'autre chose ?

Cette nuit un citoyen inscrit dans la garde nationale , arrive au carrefour de Buffry , fauxbourg Saint Germain ; la sentinelle crie : *qui vive ?* Celui-ci l'envoie faire f..... On l'arrête , il se révolte ; on veut le forcer de se dédire , il ne veut pas ; on le mène à la ville , il soutient qu'il a ce droit , parce qu'il est citoyen , & qu'il a chez lui un habit d'uniforme ; on l'envoie en prison , il se fâche encore , & crie à l'injustice. Il faut en convenir , nous n'aurions jamais pensé qu'un habit de la garde nationale pût faire imaginer à quelqu'un qu'il avoit de pareils droits ; nous croyons même , & nous l'avons déjà dit , qu'il n'en peut donner aucun , si ce n'est celui de servir la patrie.

Hier , sur la paroisse de S. Nicolas il se passa une autre scène. Un chantre de cette paroisse fut du nombre de ceux qui célébrerent , en l'église de S. Jacques-la-Boucherie , le service du pauvre défunt *Perrot*. Ce matin ce chantre s'est rendu chez M. le curé de S. Nicolas pour obtenir le paiement de son trimestre. M. le curé l'avoit prévenu , il y a trois mois , de se pourvoir durant ce tems d'un autre place.

Aujourd'hui on lui a dit qu'ayant été averti & sa voix ne paroissant plus convenable, il pouvoit accepter son congé. -- Le chantre repliqua que l'on avoit trouvé sa voix fort belle au service de Perrot. -- En ce cas, retournez-y, lui dit le curé. -- Le chantre affligé fort, trouve les commeres qui ont fait le convoi de Perrot, leur conte ses malheurs à sa maniere, se plaint de l'injustice du suré. Celles-ci s'irritent, s'attroupent & marchent au presbytere de S. Nicolas : quelques-unes parlent encore de la lanterne ; mais le curé, dit-on, étoit absent ; elles n'ont pu le trouver. Cependant, afin de les apaiser, on a affiché aux portes de l'église que le chantre rentreroit dans sa place le lendemain ; ce qui, joint aux soins de la garde nationale, a dissipé l'émeute.

Détails du Jeudi premier octobre.

L'arrivée du régiment de Flandres avoit causé une telle alarme dans la capitale, que plusieurs districts avoient député à la ville, pour qu'elle eût une explication avec les ministres. M. le Maire avoit déjà reçu de M. de Saint-Priest, une lettre qui mérite d'être connue.

» J'ai l'honneur de vous donner avis, Monsieur, que des
» bruits assez circonstanciés sur la venue des gens armés à
» Versailles, pour y empêcher l'arrivée du régiment de
» Flandres que sa majesté appelle, l'ont déterminé à prendre
» quelques mesures militaires ; je les adresse en détail à
» M. le marquis de la Fayette, & je vous serai obligé de
» faire connoître à l'assemblée de la commune les véri-
» tables motifs de ces dispositions, dont l'assemblée na-
» tionale est prévenue. »

Plus on y réfléchit & plus on voit que la *coalition*, tout en voulant faire parade de sa supériorité par l'élévation de M. Mounier à la présidence, craignoit les suites du triomphe qu'elle vouloit se procurer ; il lui faut des troupes réglées à Versailles. Elle craint les citoyens armés pour la liberté : quel *article* si funeste nous prépare-t-on ? Tenons-nous sur nos gardes : on assure que les parlemens sont entrés dans la confédération aristocratique, & qu'ils ont obtenu une capitulation assez avantageuse. Et il n'est pas permis aux citoyens de se communiquer leurs idées, les nouvelles de leurs provinces ! Il n'y a plus de foyer patriotique, il faut un second accès de révolution, tout s'y prépare.

Une société fait faire une gravure dont on nous a montré le dessin, elle a pour titre : LE PATROUILLO-TISME CHASSANT LE PATRIOTISME DU PALAIS ROYAL ; cette caricature représente plusieurs patrouilles dans ce jardin, les soldats un bandeau sur les yeux se promenant à tâtons, leur bayonnette portée en avant, ils ont à leur tête des especes de monstres coëffés de mîtres & chargés de cordons & de croix. Un de ces chefs tient l'épée nue sur la poitrine à un bourgeois d'une figure honnête & un peu triste, qui a dans sa main un pamphlet sur lequel est écrit *constitution, liberté*.

Quelques districts qui n'approuvent ni les procédés ni les procédures aristocratiques des représentans de la commune, ont nommé une députation pour aller visiter le marquis de Saint-Huruge dans la prison du châtelet, & pour requérir du prévôt ou son jugement ou sa liberté provisoire ; n'est-il donc pas tems que cette ridicule persécution prenne fin ? Veut-on attendre que l'indignation montée à son comble, fasse faire quelques coups de tête au parti patriote, pour avoir le plaisir d'en égorger trois ou quatre mille. On n'est pas encore bien sûr d'avoir fait oublier aux gardes françoises ce que le peuple a fait pour leurs camarades enfermés à l'abbaye St. Germain ; on attend sans doute qu'ils soient disposés à une obéissance aveugle pour faire faire une petite St. Barthelemi, pour les plaisirs de MM. les aristocrates anciens & modernes.

Parmi les défenseurs du marquis de Saint-Huruge, on compte l'auteur de la France libre, & du discours de la lanterne aux parisiens ; ce dernier ouvrage, plein de feu & de gaieté, fera certainement rougir les oppresseurs des patriotes, si toutefois il leur reste quelque pudeur.

Un autre opprimé, M. de Lareynie vient de publier un mémoire sur les imputations qui lui avoient été faites sur de prétendus vols des vases sacrés de la Bastille. Ce citoyen se plaint avec raison des violences que se sont permises contre lui quelques particuliers ses ennemis personnels, au nom d'un district, quoiqu'il eût été légalement justifié ; ce mémoire contient des détails sur la révolution actuelle, & est écrit avec un ton de vérité qu'on ne peut contrefaire ; il finit par cette réflexion qui frappera tout le monde : « les soixante districts peuvent-ils penser sans frémir qu'ils renferment dans leur sein dix mille espions, » ci-devant vendus à la police. «

C'est un bruit très-public qu'un grand nombre des officiers

ciers de la garde nationale font précisément de cette classe dangereuse : il est bien important de prévenir l'effet funeste que pourroit produire cette idée ; & dans cet objet nous proposons aux districts ou au comité militaire de faire imprimer les noms de tous les officiers de la troupe soldée ou non soldée , avec leur domicile depuis un an , leur profession passée , ou l'état de leur service. Nous offrons même de supporter les frais d'impression , si on veut nous adresser cette liste légalement dressée.

Les événemens majeurs ont fait perdre de vue tous les intrigans & faiseurs d'affaires ; ils s'étoient cachés ou ils avoient pris des dehors honnêtes. Une falsification des effets de la caisse d'escompte vient avertir les citoyens de purger la commune de ces scélérats qui , à l'abri des lâches services qu'ils avoient voués à la police , pouvoient tout entreprendre impunément contre la fortune des citoyens.

Un sieur de Saint-Romain , logé à l'hôtel de Carignan , rue neuve S. Eustache , a chargé M. Coindre , agent de change, d'un grand nombre d'actions de la caisse d'escompte, ajoutant qu'il en avoit à vendre pour des sommes énormes. Le contraste de la fortune de ce particulier avec la possession de tant d'effets , a éclairé M. Coindre , qui a été présenter les actions au bureau de la caisse d'escompte , où elles ont été reconnues fausses.

Un patrouille du district de S. Leu s'est transportée à l'hôtel de Carignan , où elle n'a point trouvé le sieur de Saint-Romain ; elle est ensuite allée l'attendre chez M. Coindre , où il devoit se rendre le soir pour savoir le résultat de la négociation de ses effets. Il y a été arrêté & conduit au corps-de-garde de la chapelle de la Jussienne , puis à l'hôtel-de-ville , & enfin au Châtelet. On ne sauroit donner trop d'éloges à la modération & à la tenue décente de la patrouille qui a été chargée de cette opération.

Un ouvrier éventailiste s'adresse à nous pour réclamer contre les droits de visite que les jurés de la communauté se hâtent de percevoir. Nous ne pouvons que gémir sur ces inquisitions fiscales. La suppression des jurandes est le vœu de la raison & du peuple ; mais elle n'est pas encore prononcée ; il est même possible qu'elle ne le soit pas : le bonheur individuel est ce qui occupe le moins notre digne assemblée nationale ; la succession du roi d'Espagne & l'impôt du quart sont des objets bien plus importants.

Les garçons perruquiers , toujours présidés par M. Offelin , s'occupent à faire la collecte de la soume qu'ils veu-

lent présenter à l'assemblée nationale. Comme c'est de leur argent que l'on paie le clerc du bureau des perruquiers, ils ont fait sommer les syndics des maîtres pour assister à l'installation d'un clerc de leur choix à la place de l'ancien. Les représentans de la commune ont fait défenses aux garçons perruquiers de troubler le clerc, du choix des maîtres, dans l'exercice de ses fonctions.

Quelques feuillistes tentent déjà de faire rentrer en grâce les fugitifs, en diminuant les circonstances de leurs crimes. Sans doute il faut qu'ils rentrent en France; mais pour être jugés. Nous n'attendons que l'établissement d'un tribunal national pour présenter la conjuration sous son vrai point de vue.

Détails du Vendredi 2 octobre.

Cette journée, qui n'a pas produit des événemens bien intéressans, sera consacrée à la défense de M. Bailly, de ce citoyen qui, avant d'être élu maire, a rempli le premier, & avec tant de gloire, la place de président de l'assemblée nationale. Il a été exposé cette semaine à une censure amère de la part d'un journaliste qui se dit *l'ami du peuple*, & qui en défend la cause avec tout le jugement & toute la chaleur dont il est susceptible.

Nous n'avons vu M. Bailly qu'une seule fois, où nous n'attendions ni ne craignons rien de lui; il réprimandoit avec force un particulier qui s'étoit écarté de son devoir. *Je vous demande pardon si je me fâche*, ajouta-t-il; mais *voire conduite est si reprehensible que je ne puis pas vous parler autrement.*

Ce langage tenu par le chef de la ville de Paris à un homme de la lie du peuple, nous parut d'un homme qui étoit digne de commander, & qui savoit respecter dans un coupable la dignité de citoyen. Ce fait, joint aux résultats de l'opinion publique sur le caractère de M. Bailly, nous avoit prévenu en sa faveur de la même estime que la ville entière lui accordoit. Il est très-important, dans la circonstance actuelle, de savoir s'il la mérite, ou si, sur la dénonciation de *l'ami du peuple*, il faut la lui retirer.

Cet écrivain, dont nous estimons le patriotisme & le courage, élève contre M. Bailly trois chefs d'accusations.

Il est pensionnaire du roi. -- Il ne s'est occupé toute sa vie que des sciences exactes. -- Il a cherché le 30 août à attirer à lui toute l'autorité municipale.

M. Bailly est pensionnaire du roi. Admettons ce fait; mais a-t-il obtenu ces pensions d'avant ou depuis la révolution? S'il a accepté des pensions depuis la révolution,

depuis qu'il est le chef de la commune , nous convenons qu'il en résulte contre lui ; non pas une preuve évidente , mais au moins des indices graves , qu'il n'est pas digne de sa place.

S'il jouissoit de ces pensions avant la révolution , elles ne prouvent rien contre lui , & le peuple a pu choisir sans crainte pour son chef , le même pensionnaire du roi , que l'assemblée nationale avoit choisi pour son président ; il faudroit pour que ce titre de pensionnaire du roi , pût le rendre raisonnablement suspect , qu'il fût démontré que dans toute la liste des pensionnaires du roi il n'y a pas un honnête homme & qu'un brevet de pension fût dans l'opinion publique , un brevet d'infamie. Nous invoquons l'*ami du peuple* lui-même ; ne connoît-il pas dans la classe seule des gens de lettre & des artistes , un grand nombre de pensionnaires du roi qui sont bons citoyens & chauds patriotes.

« Mais la délicatesse lui faisoit un devoir des'en défaire dès qu'il a été élu chef de la municipalité. » Pourquoi donc , si ces pensions lui sont acquises à juste titre ? Si sa famille a besoin de ce qu'elles produisent ? Si calculant d'après ces pensions il a pris des engagements pour des amis ou envers des malheureux. Il fait que l'assemblée nationale va juger de la valeur des titres des pensionnaires : la sienne sera conservée , supprimée ou modérée , l'essentiel est qu'il ne fasse aucune démarche pour la conserver.

Mais ce titre de *pensionnaire du roi* alarme les citoyens ? L'ignoroient-ils , quand ils l'ont choisi ? Et puis croirons-nous donc si peu à la vertu , que nous le jugions plutôt par une faveur qu'il avoit méritée , comme homme de lettre , que par le courage qu'il a montré , comme représentant du peuple ? N'étoit-il pas *pensionnaire du roi* dans ces jours mémorables , où , sans notre courage , il auroit été poignardé dans le sein même de l'assemblée nationale : ce titre nous alarmoit-il alors ? Publicola rase la maison qu'il avoit bâtie sur une hauteur , dès qu'il apprend qu'elle alarme les Romains ; mais quel autre citoyen que l'*ami du peuple* , quel district , quel corps a appris à M. Bailly que sa pension le faisoit soupçonner de trahir la chose publique.

M. Bailly s'est toujours occupé des sciences exactes ; mais cette occupation principale ne lui a pas fait négliger les lettres. — Et l'homme de lettre , quoiqu'on en dise , est propre à tout , il connoît les grandes bases , il possède les grands principes. Sans doute les sciences exactes lui

ront à des travaux où le calcul fait presque tout : les comptes, les approvisionnement, les achats, les répartitions, la population ne sont pas des objets qui appartiennent aux sciences exactes ; l'homme qui s'est occupé de ces études jusqu'à cinquante ans, n'est pas étrange aux intrigues, aux cabales ; & il pliera tout-à-coup son ame aux plus indignes manœuvres.

» M. Bailly a cherché le 30 août à attirer à lui toute l'autorité municipale. » M. le Maire écrivit à cette époque aux soixante districts, pour leur présenter le plan municipal ; il leur disoit à la fin de sa lettre « je crois que les » assemblées ne peuvent point administrer, que le corps » législatif réuni à certains intervalles pour se faire rendre » compte de l'exécution des loix, ne doit point arrêter ni » gêner le pouvoir exécutif dans sa marche ; je crois que » ce pouvoir doit être un, & que si une partie doit être » distribuée entre différens coopérateurs, il faut établir » dans le chef une supériorité d'influence, qui conserve » cette unité. »

Voilà, selon *l'ami du peuple*, une prétention au despotisme, qui annonce une telle disposition d'ame, qu'elle mérite la destitution de M. Bailly. J'ai bien peur que cet ami du peuple ne soit un ami indiscret, & que pour faire preuve de zèle, il ne viole les regles de la justice & n'obscure les principes auxquels tiennent le bonheur & la tranquillité du peuple. Cette unité de pouvoir réclamée par M. Bailly, a-t-elle pour unique but le desir de dominer ? Il faut le juger par la piece dont on argumente contre lui.

« Vous jugerez, Messieurs, le plan qui vous est soumis ; je ne vous observerai point que dans ce plan le » Maire n'a pas l'influence qui semble devoir lui appartenir. Je pourrois paroître intéressé à cette observation ; » vous avez les lumieres comme le pouvoir ; c'est à votre » sagesse à juger & à ordonner ; je n'ai pas l'ambition » de commander ; j'étois à ma place & j'avois des nuits » plus tranquilles quand je ne faisois qu'obéir ; mais je » tiens à la vérité & aux principes d'où peut dépendre le » bonheur public. »

Ces principes ne sont peut-être qu'un prétexte pour masquer une ambition cachée ; examinons donc & la maniere dont M. Bailly déduit ces principes, & ces principes en eux-mêmes : notre discussion intéresse déjà plus le peuple, que M. Bailly.

» La puissance législative réside en vous , Messieurs ,
 » (les districts) ; le pouvoir exécutif résidera dans l'admini-
 » stration municipale ; mais autant il est nécessaire que
 » le corps législatif soit nombreux , & que la loi à laquelle
 » tous doivent obéir , soit l'ouvrage de tous ; autant il est
 » essentiel que la force exécutive , qui doit toujours être
 » en action , qui ne doit être jamais arrêtée ni retardée dans
 » sa marche , soit la moins divisée & la plus concentrée
 » qu'il est possible , sur-tout dans une grande ville , où le
 » pouvoir , toujours enchaîné par la loi seule , doit avoir
 » d'autant plus de liberté & d'activité. «

M. Bailly n'a pas créé ces principes pour lui ni pour sa place ; ils sont dans l'ordre immuable de la vérité. Plus la chose à administrer est étendue , plus le pouvoir doit être concentré : c'est là tout le résultat de ce profond chapitre du contrat social , intitulé *du principe qui constitue les diverses formes de gouvernement.*

» Plus les magistrats sont nombreux , dit J. J. , plus le
 » gouvernement est foible ; c'est une maxime fondamentale.
 » — Plus le peuple est nombreux , plus la force réprimante
 » doit augmenter ; d'où il suit que le rapport des magis-
 » trats au gouvernement doit être inverse des sujets au sou-
 » verain ; tellement que le nombre des chefs diminue en
 » raison de l'augmentation du peuple ; l'expédition de-
 » vient plus lente à mesure que plus de personnes en sont
 » chargées. «

On voit donc que si Rousseau , qu'on ne soupçonnera pas d'aristocratie , eût été maire de Paris , il auroit tenu aux districts le même langage que M. Bailly ; il eût été convaincu , comme lui , de la nécessité de resserrer le gouvernement municipal , pour lui donner plus de force dans une ville immense & dans la crise la plus terrible.

Nous avouons que le gouvernement municipal ne peut acquérir de la force qu'aux dépens de sa rectitude ; mais plus le pouvoir seroit resserré , plus il faudroit être scrupuleux sur le choix de ceux à qui on le remettrait. En convenant que M. Bailly possède toutes les vertus domestiques , l'*ami du peuple* a dit , pourquoi un grand pouvoir seroit moins dangereux entre ses mains ?

Mais il est possible que le choix tombe un jour sur un mauvais citoyen , & que cette étendue de pouvoir exécutif devienne funeste à la liberté. D'abord il est juste de supporter la peine d'un mauvais choix & la vengeance du peuple est plus facile & plus sûre , lorsqu'il

ne peut douter quel est l'auteur de ses maux. L'opinion publique a bien plus de prise sur un administrateur unique , & qui répond de tout , que sur une nombreuse collection d'administrateurs , qui rejettent leurs fautes les uns sur les autres ; qui , vertueux , n'ont aucune gloire , & qui , coupables , se cachent & se perdent dans la foule.

C'est à la trop grande division du pouvoir exécutif que nous devons attribuer , & l'anarchie , & le défaut de subsistances ; il n'est pas douteux que nous aurions du pain abondamment , si le maire n'eut pas été jusqu'ici un personnage de représentation.

Voilà tout ce que nous avons à dire pour la défense de M. Bailly. Nous ne disons pas qu'il faille se livrer aveuglément à lui , nous ne le dirions pas pour nous-mêmes ; mais il nous paroît que , dans les imputations de *l'ami du peuple* , il n'y a rien qui doive lui faire perdre la confiance dont il a été honoré par un vœu unanime.

Nous dirons maintenant à *l'ami du peuple* qu'il devroit , par délicatesse , s'abstenir de faire au public la confidence de la perte de sa petite fortune , & de ses jeûnes au pain & à l'eau depuis neuf mois pour subvenir aux frais d'impression. Plus un écrivain montre de chaleur contre les ennemis du peuple , plus il doit cacher ses besoins , de peur qu'on n'impute ses cris à toute autre chose qu'au désir de servir la patrie. Quoiqu'elle soit dans des circonstances difficiles , gardons-nous de désespérer de son salut.

AVIS AU PUBLIC.

Le lundi 22 septembre dernier , à onze heures du matin , il s'est évadé de la maison paternelle un jeune homme de onze ans & demi , nommé Débar , grand pour son âge , mince , le visage long , efféminé & pâle , les yeux noirs , les cheveux châtons , en queue , & coupés fort près sur la tête , ayant un chapeau à trois cornes , après lequel est attachée une cocarde d'uniforme de la milice parisienne ; un habit de drap bleu , garni de boutons de cuivre doré , un gilet de drap à raies bleues & jaunes , une culotte de velour de coton de couleur verdâtre & à côte , & des bottes noires ; son linge marqué D. B.

On prie instamment ceux qui en auront connoissance , de vouloir bien en faire part à MM. du comité du district de St. Roch , à St. Roch , à Paris.

Ils rendront le plus grand service à un pere & une mere au désespoir.

*Suite des papiers de la Bastille.**Lettre écrite à M. de Sartine le 11 janvier 1774.*

Demande d'être remis à la Bastille.

M.

Rien à faire, 24 janvier 1774.

L'espérance que j'avois d'avoir l'honneur de vous voir, m'a toujours fait différer à vous demander une grâce, que j'espère que votre humanité ne me refusera pas. Dès la première année que j'ai été ici, je vous demandai la bastille, & vous ne parûtes pas vous y opposer. Je vous en supplie, monsieur, au nom de ce que vous avez de plus cher, de m'y faire transférer. Destiné à passer mes jours en prison, votre justice peut-elle me refuser la liberté de la choisir? Je ne cesserai de vous demander cette grâce, jusqu'à ce que j'aie pu toucher votre pitié par mes larmes : je ne puis que me louer des égards qu'on a ici pour moi ; mais j'y manque de consolation pour la plus précieuse que je trouverai à la bastille ; permettez-moi de vous réitérer la demande que j'ai eu l'honneur de vous faire, il y a plus de six mois, d'écrire au ministre.

Je suis, avec le plus grand respect, monsieur, votre, &c.

Signé, BOCTEY.

Au dossier, de Boctey, prisonnier à Vincennes.

A joindre.

MONSIEUR,

J'ai tout à appréhender ; votre silence à me faire donner des nouvelles de la santé de mon mari, me persuade que vos bontés cessent vis-à-vis de nous ; & je n'en attribue la cause qu'au malheur qu'il a eu ce mois de juillet, d'écrire à son pere, lui seul capable de troubler la légère satisfaction que vous aviez eu la bonté de nous donner, en nous permettant de nous écrire. Son titre de pere lui a donné la liberté de vous en imposer plus hardiment par quelque mensonge, que son défaut d'amitié pour son fils lui a inspiré. Je connois la grandeur de vos sentimens, & je fais que vous ne vous laisserez pas prévenir, sans auparavant approfondir la vérité. C'est dans cette espérance où je me fonde à implorer la continuation de vos bontés : je le fais avec d'autant plus de confiance, que vous êtes porté à diminuer les peines des personnes malheureuses. J'espère

que cette troisieme lettre aura plus de succès que les autres. Je vous demande la grace de me faire donner des nouvelles de mon mari. Je suis , monsieur , votre , &c.

Signé, femme DE BOCTEY.

A Formigny , près Bayeux , ce 5 novembre 1772.

A Versailles , le 29 juillet 1774.

J'ai reçu , monsieur , les deux lettres que vous avez pris la peine de m'écrire au sujet du sieur Boctey ; les fautes de sa détention doivent vous être connues , de même qu'à moi , car je crois me rappeler que lorsqu'il fut amené à Vincennes , je vous fis passer toutes les pieces que j'avois relativement à lui pour l'interroger. Ces causes étoient fort graves ; il avoit composé un mémoire très-injurieux contre le feu roi , ses ministres , le parlement de Bretagne , le commandant & l'intendant dans cette province ; mais la durée de sa détention peut porter à user de quelque indulgence à son égard. Ainsi , je ne vois point d'inconvénient à lui laisser voir la dame Boctey sa femme ; & vous pouvez en accorder la permission à cette dame , prenant d'ailleurs les précautions d'usage.

Je suis toujours parfaitement , monsieur , votre , &c.

Signé, LE DUC DE LA VRILLIERE.

Nous avons reçu la semaine dernière la lettre suivante : nous laissons au public à la juger.

VIL DEMAGOGUE ,

Tremble , lâche ! toi qui oses te comparer à Anacharsis , tu attaques l'honneur des plus braves & des plus respectables citoyens en les appelant aristocrates ! quelles preuves (homme perfide !) en as-tu ? pourquoi consacrer ta plume à noircir ceux à qui tu dois du respect & de la confiance ? Toi , qui oses attaquer la conduite des districts & de l'hôtel-de-ville , tu oses attaquer la conduite des respectables membres de l'assemblée nationale ! le seul Mirabeau (traître aussi vil que toi , pour ne pas dire plus !) & ces autres complices qui , au lieu de consacrer leur esprit , ne cherchent , au contraire , qu'à répandre le désordre parmi l'assemblée : digne soutien du traître S. Hurage & des vils motionneurs du palais-royal , qu'as-tu à répondre pour ta justification ? Justifies-toi dans ta première révolution , qui sera la onzieme que ton esprit méchant a inventées pour mettre le désordre

désordre parmi les concitoyens. J'ai tort de me servir de cette expression ; car tu n'es pas fait pour être comparé à d'honnêtes gens ; car tous ceux qui font servir leur morgue infensée pour flétrir leur citoyen , sont à jamais exclus du titre d'honnête homme. Il ne reste plus qu'à rendre M. de la Fayette & M. Bailly odieux au peuple , qui ne juge que trop souvent sur l'apparence. Si tu ne l'as déjà fait , c'est la crainte qui as pu t'en empêcher ; tu fais qu'ils sont en vénération parmi la bourgeoisie. Quelles sont les raisons qui t'obligent à déclamer contre la noblesse & le clergé ? n'ont-ils pas fait assez de sacrifices ? parles , lâche Démocrate. Tu appelles liberté l'instant où nous sommes assiégés par la famine comme si nous étions bloqués ; tu n'as point mis dans tes révolutions le lâche assassinat qu'a manqué de commettre un de tes membres. Voici le fait. Le sieur de Besenval se promenant avec un de mes amis , de qui je tiens ce fait ; étant proche la grille , un bourgeois profitant d'un foible clair de lune , lui tira un coup de fusil à balle , qui , par bonheur , frappa contre la grille. Les soldats indignés d'un action si noire , après l'avoir arrêté , vouloient le sacrifier à leur vengeance , quand le sieur de Besenval , dont l'ame noble étoit incapable de vengeance , lui pardonna : si tu fais le fait , pourquoi le fait n'est-il pas connu ; au cas que tu l'ignores , je te l'apprend ; & quoique cela ne soit point un honneur pour ton parti , tu dois le rendre public , ou tu n'as pas d'honneur , ce dont je suis persuadé par tes lâches écrits. N'oublie pas de me faire réponse dans ta prochaine révolution ; je ne te dis point ma demeure , étant bien sûr que tu en ferois mauvais usage : de quoi un homme comme toi n'est-il pas capable ? Contente-toi seulement de savoir que si tu attaques encore l'honneur des braves citoyens & de ceux que tu appelles aristocrates , parce qu'ils défendent leur cause & celle de leurs commettans ; la vengeance suivra de près l'injure , & tu me connoistras particulièrement , & ce qu'un homme d'honneur peut faire contre un vil scélérat comme toi.

Signé, D U R V A L.

Lettre écrite aux Rédacteurs des Révolutions de Paris.

Paris , le 22 septembre 1789.

MESSIEURS ,

Une domestique de la rue St. Louis , district des Barnabites , désireroit que tout domestique de l'un & l'autre sexe , contribue selon son pouvoir , à faire une offrande à la

N^o. XII.

***F

nation , par une somme de 6 livres chaque. J'en donnerai l'exemple , ainsi que quelques connoissances que j'ai ; il s'agit de faire trouver les moyens de la faire réussir , c'est à vous , monsieur , à qui j'ai recours ; je me croirai trop heureuse , si par la voie de votre révolution je remplis mes vœux. La lecture que j'en fais chaque semaine , m'a fait prendre la liberté de vous écrire , ne pouvant mieux m'adresser qu'à une personne qui ne dédaigne pas de rendre justice à la classe de celle qui a l'honneur d'être , monsieur , avec reconnoissance.

Votre , &c.

Signé , C. A. L. MOUSSUS.

Il est constamment certain que si nous conservons l'esprit qui nous guida à l'instant où la révolution générale a commencée ; si nos troupes nationales restent les défenseurs de la liberté , que cet esprit nous a acquise ; si les chefs que nous avons nommés , remplacent le génie national , ce premier capitaine qui nous conduisit tous , lorsque nous secouâmes le joug & que nous brisâmes les chaînes du despotisme , nous sommes bien sûrs qu'il n'est pas pour nous d'ennemis indomptables. Quoi qu'il en soit , la nation ne doit pas moins à M. le marquis de Montalembert une reconnoissance sans bornes , du présent qu'il vient de lui faire de son superbe cabinet militaire ; cabinet dans lequel ce savant officier avoit rassemblé une infinité de modèles de fortifications , & de tout ce que le génie militaire & la tactique peuvent fournir. Il y a lieu d'espérer que le public verra aussi avec plaisir l'ouvrage de M. de Belair , capitaine d'artillerie , qui en a fait l'éloge & la description.

Un particulier de Soissons nous a écrit pour nous faire part , qu'il avoit connoissance de la physique , au point de procurer des moulins à eau sans courant , avec celle des puits ou des citernes même ; ce qui en fourniroit un grand nombre & à moindre frais. Les circonstances & le besoin urgent de mouture , nous ont engagés à annoncer au public cet extrait , dont nous donnerons au plutôt le détail.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 26.

Le comité des finances a fait son rapport par l'organe de M. de Montesquiou Fezensac ; les résultats de son travail

sont les mêmes que ceux du mémoire du premier ministre lu en l'assemblée le 23.

M. de Montesquiou a dit que l'augmentation du déficit depuis sa fixation à 56 millions, l'impossibilité de faire de nouveaux emprunts, la suppression des droits onéreux des gabelles & des aides, qui ôte 109 millions au trésor public, l'intérêt de la dette de l'état montant à 240 millions, les dépenses à la charge des provinces à 29 millions, avoient fait adopter au comité le plan de M. Necker pour la remise du quart du revenu atteignant également tous les citoyens : il a fait sentir combien il étoit important au salut de la France d'en faire le prompt recouvrement. Consentons, a dit M. de Mirabeau, à tout ce que nous a proposé le premier ministre des finances, & la France & l'Europe, si la fatalité veut que nous soyons trompés, ne pourront que nous absoudre.

L'assemblée a montré le désir d'aller aux voix ; mais quelques membres ont observé qu'ils ne pouvoient se permettre de consentir à ce sacrifice pour leurs commettans.

Un membre des communes a proposé, pour subvenir aux pressants besoins de l'état, de se servir des trésors des églises & des monasteres, dont il a évalué le produit à plus de 140 millions. Cette motion a été vivement applaudie, & M. l'archevêque de Paris a consenti que toute l'argenterie qui ne sera pas nécessaire au service divin, soit employée à secourir la France. Un projet de décret a été proposé sur cette utile délibération ; mais la priorité a été réclamée en faveur du décret sur les propositions faites par M. Necker.

Après quelques débats sur le mode de la perception, le décret suivant a été adopté par un appel nominatif : *» vu l'urgence des circonstances, & oui le rapport du comité des finances, l'assemblée nationale accepte de confiance le plan de M. le directeur général.* « Là s'est terminée la séance du samedi 26, qui a duré depuis 9 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir.

Il a été proposé l'établissement d'une caisse nationale destinée à recevoir les fonds des impôts qui seroient décrétés par le pouvoir législatif pour remplacer les impositions actuellement existantes. M. Mounier a été élu président à la majorité de 365 voix. M. Péron n'en a eu que 143. Les nouveaux secrétaires sont M. l'évêque de Nancy, Bureau de Puizai & Feydel.

Sur la lecture du proces-verbal de la séance de samedi

26, M. Dupont a observé que la rédaction ne devoit pas porter qu'il avoit été proposé des moyens de remplacer la taxe du quart des revenus. Ces propositions n'étant que de simples indications qui ne pouvoient balancer un plan organisé par le ministre à qui la France avoit voué une confiance sans bornes.

La motion de M. de Mirabeau, pour envoyer aux commettans une adresse expositive des motifs du décret du 26, a été fortement appuyé par M. Garat l'ainé. M. de Boufflers a paru désirer que le comité des finances fut chargé de travailler cette adresse. M. Garat a insisté à désigner M. de Mirabeau comme celui à qui seul appartenoit de remplir cette difficile, mais honorable tâche ; il a accepté, en disant qu'il soumettroit ses idées au comité de rédaction.

M. de Beaupré a ensuite rappelé la matière ajournée à la séance du vendredi 25 sur l'abolition des francs-fiefs. De longues & lumineuses discussions sur cet objet important, entre MM. de Lanjuinais, Tronchet, Lapoule, Target, Grangier, Legrand, Glezen, de Lancosme, ont déterminé deux arrêtés. 1°. Conformément aux arrêtés du 4 août, l'Assemblée nationale déclare que tous les droits de franc-fief sont abolis ; 2°. extinction des droits de franc-fief qui étoient ouverts, & cessation de toutes les recherches, contestations & poursuites à raison de ces droits.

Le danger qui menace dans ce moment les juifs d'Alsace a été représenté par M. le président. M. l'abbé Grégoire, qui a dévoué ses talens à la défense de cette nation, a fait observer que depuis long-temps on promettoit à leurs députés une séance du soir pour régler leur état civil ; que des lettres venues de Strasbourg annonçoient des actes & des projets funestes contr'eux. Sans doute, a-t-il ajouté, le regne de Louis XVI, le digne restaurateur de la liberté, ne sera pas souillé par les attentats d'un fanatisme aveugle & sanguinaire.

La milice bourgeoise & la municipalité réunies sont venues inviter l'Assemblée nationale à assister à la bénédiction des drapeaux, fixée à mercredi matin. Cet hommage a été reçu avec satisfaction, & une députation ajoutera à la solennité de cette cérémonie.

A l'ouverture de la séance du 29, la lecture du procès-verbal de la veille a donné lieu à une foule de réclamations de MM. du clergé à l'occasion de l'offre patriotique faite par les religieux de S. Martin-des-Champs de tous leurs biens, sous la réserve d'une pension de 1500 liv. pour chaque religieux.

M. l'évêque de Clermont s'est fortement élevé contre la validité des dispositions faites par des religieux sous la dépendance absolue de leurs supérieurs, qui devoient être nécessairement consultés dans un cas d'une aussi haute importance.

L'opinion de ce prélat a été vivement combattue : la discussion a duré 4 heures, & il a été enfin décidé qu'on ne changeroit rien au procès-verbal.

M. Thourret, membre du comité de constitution, a fait lecture d'un projet sur la formation des assemblées de la nation, dont il a fait quatre divisions, savoir ; assemblées primaires, assemblées de cantons, assemblées de départemens, assemblée nationale.

M. Target a aussi proposé plusieurs articles de constitution ; mais l'assemblée, ne croyant pas devoir prononcer sur des points importants de la constitution, d'après une simple lecture, a décrété que le rapport qui venoit de lui être fait, seroit imprimé & distribué dans les bureaux pour que chaque membre put en faire un examen approfondi.

On s'est ensuite occupé de la discussion sur la responsabilité des ministres, article depuis long-temps agité. Voici le décret qu'elle a porté.

” 1^o. Les ministres & les autres agents de l'autorité seront responsables de l'emploi des fonds de leurs départemens, ainsi que des infractions qu'ils peuvent faire envers les loix, quels que soient les ordres qu'ils aient reçus. “

” 2^o. Aucun ordre du roi ne pourra être exécuté s'il n'a été signé par sa majesté, & contre-signé par un secrétaire, ou par l'ordonnateur chargé du département. “

Trois articles importants ont été rédigés & adoptés, sur les propositions de M. Target, dans les termes suivans :

1^o. Le roi peut inviter l'assemblée nationale à prendre un objet en considération ; mais la proposition des loix appartient exclusivement aux représentans de la nation.

2^o. Le pouvoir exécutif ne peut faire aucune loi, même provisoire ; mais seulement des proclamations conformes aux loix, pour en ordonner ou en rappeler l'exécution.

3^o. La création & la suppression des offices ne pourra avoir lieu qu'en exécution d'un acte du corps législatif, sanctionné par le roi.

Ces derniers mots étoient inutiles d'après le décret qui a fixé la forme du refus & du consentement du roi aux actes législatifs. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler qu'il

a été ci-devant décrété par le pouvoir constituant ; en déterminant les formes du pouvoir législatif dans les législatures à venir ; que le pouvoir constituant ne peut être soumis à la sanction royale pour les actes émanés de lui.

M. le président a annoncé que le roi avoit sanctionné le décret sur les gabelles , que sa majesté avoit pris les juifs d'Alsace sous sa protection , & qu'elle examineroit promptement les décrets sur les impositions.

Il a fait ensuite lecture d'une lettre de M. Necker , qui demandoit à quelle heure l'assemblée pourroit le recevoir pour entendre ses observations sur le décret relatif au plan qu'il avoit proposé pour la contribution du quart des revenus. L'assemblée a fait réponse qu'il seroit introduit à II heures.

On a repris ensuite l'ordre du jour : on a mis en discussion les impôts ou emprunts en général. MM. Martineau, Desmeuniers & Barnhave ayant proposé des amendemens qui ont été adoptés, l'article a été ainsi décrété :

» Aucun impôt ou contribution en nature ou en argent
» ne peut être levé, aucun emprunt direct ou indirect ne
» peut être fait autrement que par un décret exprès de
» l'assemblée des représentans de la nation. «

Une motion relative au papier-monnoye a donné lieu à une discussion où M. le Comte de Mirabeau s'est exprimé de la manière la plus forte : la proposition a été ajournée.

M. Necker étant entré , a remercié l'assemblée de la confiance qu'elle lui avoit témoigné dans sa délibération du 26 ; il l'a priée de recevoir l'hommage de sa respectueuse reconnaissance.

M. Desmeuniers , un des secrétaires , a fait ensuite lecture du projet de décret divisé en trois parties , & formé sur le plan du ministre pour en soumettre les divers articles au jugement de l'assemblée.

La première présente le tableau des économies & des réductions proposées par M. le directeur-général.

La seconde porte sur les besoins extraordinaires & la forme de la taxe d'un quart du revenu , qui ne pourra être reproduite pour quelque cause que ce soit.

La troisième est relative au moment présent.

La contribution patriotique sera prise déduction faite des charges foncières , impositions , intérêts pour billets , obligations & rentes constituées.

Personne ne sera inquiété sur les déclarations , qui seront faites avant le premier Janvier 1790 devant les municipalités.

Ce paiement sera achevé en trois termes : au premier avril 1790 , au premier avril 1791 , au premier avril 1792.

En acquittant la contribution entiere en un seul paiement, on aura droit à la déduction de l'intérêt légal.

Ceux qui n'auront que 400 liv. de revenu , ne paieront rien , ni les ouvriers & journaliers.

L'argenterie des églises sera reçue à raison de 55 liv. le marc , sur récépissé de six mois , & sans intérêts ; la vaisselle sera reçue à 58 liv. le marc.

Cette lecture finie , M. Necker a prié l'assemblée de recevoir une taxe de cent mille livres qu'il s'imposoit lui-même. » Je déclare , avec vérité , a-t-il dit , que je l'ai fixée » au-dessus de mon revenu. »

M. le président lui a répondu : » aucuns de vos sacrifices » n'étonne l'assemblée nationale ; elle me charge de vous » en témoigner sa satisfaction ; sur le surplus elle délibérera. »

M. Necker s'est retiré. M. de Casalès a demandé la division du mémoire , pour examiner avec soin la partie des réductions & des économies.

M. de Mirabeau a relevé plusieurs expressions , & a dit que la forme des déclarations devant être bornée aux mots , *je déclare , avec vérité* , c'étoit la même chose qu'un serment.

M. Pétion a fait observer qu'il étoit possible de porter les réductions à des termes plus forts , & qu'il falloit renvoyer les articles projetés à l'examen du comité des finances.

M. Chapelier & M. Dupont étoient d'avis qu'on pouvoit adopter ce décret comme projet seulement.

MM. Glén Anson , le duc de Mortemart & la Jaqueminière , ont discuté l'article des quinze millions ; mais M. Broustaret est le premier qui ait proposé de faire accepter la partie de la constitution déjà décrétée avant de porter le décret relatif à la contribution du quart. Il a laissé sa rédaction sur le bureau.

Cette motion a été fortement appuyée par M. de Toulangeon & M. de Mirabeau , ce dernier a dit que la *dictature financière* ayant été donnée au ministre des finances , on ne pouvoit se refuser à son plan.

Il a demandé qu'il fut arrêté d'envoyer le projet du décret proposé par le ministre des finances à la section du comité des finances , composé de douze personnes , pour en combiner avec lui la rédaction , & la soumettre à l'assemblée ; que le président se retirât devers le roi , pour pré-

tantec son acceptation les divers articles déjà délibérés de la constitution & de la déclaration des droits.

MM. d'Espréménil & l'abbé Maury n'ont pu empêcher que l'assemblée n'allât aux voix sur la motion de M. de Mirabeau, qui a été accordée.

Le comité va mettre la dernière main à la rédaction des articles de la constitution & de la déclaration des droits, délibérées jusqu'à ce jour.

Selon l'ordre du jour, un des membres du comité des douze, a fait lecture d'un projet de décret en 22 articles qui, ainsi que le préambule, sont extraits presque mot à mot du mémoire du ministre.

M. Target a observé qu'un de ces articles porte que l'assemblée nommera des commissaires pour veiller à l'emploi des dons patriotiques, & que cependant il étoit dit que le roi pourroit prendre des arrangemens avec la caisse d'escompte ou autres, pour se procurer les avances; que les commissaires devaient être également obligés de surveiller l'emploi de ces avances.

Quelques membres ayant demandé si M. le président avoit présenté au roi la déclaration des droits de l'homme, & les articles décrétés de la constitution. M. le président a répondu qu'il attendoit que l'extrait de ces articles lui eût été remis par le comité de constitution. M. Desmeuniers a été chargé de faire cet extrait, & M. Target a demandé que toutes délibérations relatives aux finances fussent suspendues jusqu'à ce que le roi eût accepté cette déclaration & ces articles.

Sur la demande de M. Freteau, il a été décidé que le projet du décret seroit imprimé & distribué dans les bureaux, pour être discuté le lendemain.

M. Desmeuniers ayant achevé les extraits, M. le président est parti pour se rendre chez le roi. M. de Clermont-Tonnerre a pris sa place, & on a fait lecture de l'adresse au commettans, par M. de Mirabeau. Elle a obtenu les plus vifs applaudissemens. M. de Mirabeau a demandé d'y faire quelques corrections.

On est ensuite revenu au projet du décret sur les finances. M. Venant a dit que ce seroit abuser le peuple que de lui promettre le remboursement des dettes de l'état, lorsque l'intérêt de l'argent seroit à quatre pour cent.

M. Pétion a proposé comme moyen de rétablir l'ordre dans les finances, de favoriser la circulation de l'argent en permettant le prêt à intérêt, & d'annuler toutes

toutes les ordonnances contraires. Un honorable membre a proposé, pour amendement, de remettre en vigueur les loix contre les usuriers, la proposition a été ajournée au lendemain. *La suite, à l'ordinaire prochain.*

Aux rédacteurs du journal des Révolutions de Paris.

MESSIEURS,

Vous avez raison de dire que *la lecture du journal de Paris ne doit plus fouiller les yeux de tout bon citoyen*. Il vient de mettre le comble à ses iniquités par l'atrocité que vous dénoncez si courageusement au public; mais ce public ne fauroit se passer d'une feuille qui paroisse tous les jours: il en est une, *la chronique de Paris*, qui mérite bien le succès dont elle commence de jouir. Ceux qui sont accoutumés à lire le journal de Paris tous les matins, adopteront d'autant plus facilement cette nouvelle feuille, qu'elle est expressément ce que le journal de Paris devoit être.

Un de vos ABONNÉS & à la chronique de Paris.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Une lettre que nous venons de recevoir de Mancourt en Santere-Picardie, nous apprend que les bateliers du pays, enlèvent le grain jour & nuit, que le bailli de Néelle leur donne des permissions d'acheter le bled dans les marchés, afin de faciliter leurs exportations; que le curé de Mancourt n'a point voulu faire chanter le *Te deum* d'action de grace pour l'opération du 4 août. Delà il résulte que les habitans appréhendent une disette, malgré l'abondance.

La lecture des révolutions de Paris nous a procuré une observation signée que nous extrayons ici; elle a rapport à l'administration de M. Berthier; il y est dit que cet intendant, par des *forfait* pour chaque établissement de mendicité, ne dépensoit que 10 sols par jour pour chaque individu. Un des entrepreneurs à *forfait* des dépôts de la généralité se plaint d'avoir perdu des sommes énormes avec lui, en nous instruisant de sa manière de traiter du commerce des bleds.

Paragraphes extraits des papiers anglais.

Deux étrangers de distinction de la cour d'Espagne sont actuellement dans cette capitale; ils y sont venus dans

N^o. XII.

*** G

l'intention d'engager le cabinet de Windsor dans quelque projet formé pour rétablir l'autorité monarchique en France. Ces ambassadeurs ont vivement sollicité une audience de sa majesté qui ne leur a point été accordée, & le ministre qui est très-peu instruit des intérêts politiques & relatifs des états de l'Europe, a adroitement éludé une entrevue avec eux.

On parle beaucoup d'un traité de paix entre l'empereur & la Porte, sur les propositions que cette dernière cour a faites depuis la victoire décisive que viennent de remporter les Impériaux. On prétend que cette pacification prochaine entre les Impériaux & les Turcs excite de grandes alarmes à Paris, car si l'empereur, en confédération avec l'Espagne, prenoit des mesures pour le rétablissement de la dignité monarchique en France, l'assemblée nationale & l'esprit de démocratie qui ont depuis peu prévalu dans ce royaume pourroient éprouver un violent échec.

MM. les abonnés qui ont souscrit dès le 17 Juillet dernier, & dont l'abonnement expire le 17 de ce mois, sont priés de vouloir bien le renouveler s'ils désirent recevoir les numéros qui suivront.

Paris, ce 4 octobre 1789.

PRUDHOMME, rue Jacob, n°. 28.

De l'Imprimerie de LAFORTE, rue des Noyers, 1789.

..X..